

Intervention de l'Algérie à la 209^{ème} session du Conseil Exécutif de l'UNESCO

Monsieur le Président du Conseil Exécutif,
Monsieur le Président de la Conférence Générale,
Mme la Directrice Générale,
Excellences, Mesdames et Messieurs,

Puisque le temps m'est compté, et que pratiquement tout a été dit par les collègues qui m'ont précédé, je me limiterai donc à une brève intervention pour souligner quelques points qui me paraissent essentiels.

Nous nous réunissons aujourd'hui alors que la pandémie du corona virus continue sa progression à travers le monde. C'est là une preuve de courage et de vitalité de notre organisation qui a su continuer à fonctionner en dépit des circonstances toutes particulières imposées par cette terrible maladie.

C'est là, pour moi, une occasion de saluer les efforts consentis notamment par le Président du Conseil exécutif et le Secrétariat qui ont rendu possible la tenue de la session spéciale virtuelle du Conseil en juin dernier et pour préparer notre 209^{ème} session, assurant ainsi la tenue régulière de cet important organe directeur de l'UNESCO.

Monsieur le Président,

Lors de cette session le Conseil aura à débattre d'une question importante touchant à l'adaptation de nos méthodes de travail aux contextes de crise. J'exprime l'espoir que les propositions faites durant la session spéciale puissent trouver un écho favorable et permettront, une fois adoptées, à notre organisation de continuer à fonctionner de façon normale en toutes circonstances.

Cette importante question ne doit pas, pour autant, occulter des questions essentielles à l'instar de l'impact du COVID-19 sur les activités et programmes de l'organisation. L'UNESCO est aujourd'hui plus que jamais appelée à accompagner et à appuyer dans ses domaines de compétence, les Etats membres notamment en Afrique pour corriger les disparités sociales et économiques aggravées par la crise du COVID-19.

A ce propos, nous exprimons l'espoir que le projet de décision relatif au renforcement de la Priorité globale Afrique, qui vous est soumis, recevra l'appui nécessaire au cours des débats, ouvrant ainsi la voie à son adoption.

Dernier point que je souhaiterais évoquer concerne les derniers développements en Palestine occupée, marqués par les projets israéliens d'annexion d'une partie de la Cisjordanie occupée.

Mon pays condamne fermement cette nouvelle violation de la légalité internationale qui nous éloigne davantage de l'espoir d'une solution juste et durable du conflit.

L'UNESCO ne saurait rester indifférente face à ce nouveau mépris à l'égard du droit et de la justice et se doit d'être, dans le cadre de ses domaines de compétence, plus proche que jamais du peuple palestinien frère.

Merci de votre attention.